



Europe

Nous, femmes de la Méditerranée, Portons le progrès de l'Humanité

Nous avons, en 2017, une situation très diverse sur la situation des femmes, selon les pays, autour de la Méditerranée. Mais même dans les pays où l'on pourrait penser que les droits à l'égalité sont chose acquise, comme les pays de l'Europe, des dangers existent, portés par les obscurantistes de tout bord et dans certaines régions-mêmes, existent des zones de régression pour certaines femmes...

La situation des femmes est très différente selon les pays:

Dans les rapports de l'UE et des ONG, il est admis que dans la région méditerranéenne, MENA (Middle East and North Africa-zones Nord-Afrique et est), seulement un habitant sur quatre parmi les 180 millions d'habitants de ces pays a un emploi. Ainsi, les taux de participation à l'emploi dans les pays de la zone MENA sont les plus bas au monde. Seules 1 femme sur 4 est sur le marché de l'emploi : 25% des femmes y sont actives quand, par exemple, en France, on est à environ 58%. Ceci signifie une exclusion de facto des marchés de l'emploi de 75 % des femmes en âge de travailler dans la région. Et si cette situation est préjudiciable aux pays, elle l'est également pour les femmes, marginalisées et confinées dans la sphère domestique.

Cette faible participation s'explique par la discrimination dans l'accès au marché du travail, par le poids culturel de certaines sociétés, ce qui explique le taux de chômage féminin, beaucoup plus élevé que le taux masculin. Les femmes rencontrent encore la discrimination dans l'exercice de leur profession notamment au niveau des conditions de travail : la discrimination se situe dans l'inégalité des salaires, et dans la précarité accentuée des conditions de travail, quand ce n'est pas le harcèlement sexuel au travail...

En outre, la région méditerranéenne a connu en 2015/2016 une montée des extrémismes religieux et une intensification des conflits armés... En parallèle, l'insécurité, la pauvreté et le chômage qui en ont découlé se sont ajoutés aux changements climatiques. Tous ces éléments se sont cumulés et ont provoqué des flux migratoires importants vers le Nord. Cela a généré une situation

d'extrêmes tensions, économiques, environnementales, sociales et sociétales. Dans ces crises, les femmes (et les enfants) ont souvent été les premières victimes, parce que Habitantes de la Méditerranée et parce que Femmes.

Quand les femmes travaillent, dans un cadre formel, elles sont considérées. Et avec l'égalité de traitement, elles ont la liberté et acquièrent la considération. Avec l'élévation du niveau de vie de tous, la société est plus développée. On sait par exemple que lorsque les femmes ont moins d'enfants, elles arrivent mieux à s'émanciper. Les analystes font souvent le lien entre le nombre d'enfants par femme dans chaque pays, leur degré d'instruction et leur niveau d'intégration économique: On est à 3 enfants par femme, en Jordanie et 4 en Algérie. En Tunisie le taux de fécondité est moins important qu'en France, il est descendu au-dessous de 1,5..

Ces chiffres sont difficiles à interpréter mais ils sont le signe que les femmes maîtrisent mieux leur fécondité et qu'elles considèrent que leur rôle n'est pas seulement celui de la reproduction.

Les Femmes Méditerranéennes ont aussi été au coeur de ces sociétés où s'opère une évolution dans la douleur : celui de sociétés démocratiques au Maghreb et dans certains pays arabes. Mais le chemin est jalonné d'obstacles avec des avancées et des régressions. En effet, durant les vingt ans écoulés depuis novembre 1995 et le lancement du processus de Barcelone, entre les vingt-sept partenaires euro-méditerranéens, elles ont vécu la terreur du fanatisme islamiste en Algérie, la résistance face à ce danger, les avancées de l'égalité juridique au Maroc, participé à l'irruption de mouvements populaires exigeant la démocratie en Tunisie et en Égypte en 2011... Mais elle ont aussi subi les actes sexistes et les actes de violences envers les femmes. Aux verrouillages, aux contraintes et aux interdits d'ordres politique, culturel, judiciaire et administratif se greffe l'action des mouvements intégristes religieux qui s'imposent dans tout l'espace de vie..

Face à ce monde en évolution et en convulsion, la promotion du rôle des femmes devient une exigence pour l'édification d'une région euro-méditerranéenne plus stable et capable de mieux gérer ses conflits et affronter les défis du développement. La marginalisation des femmes, de l'avis de tous les experts, freine la région de la Méditerranée toute entière. Les femmes, trop absentes des prises de décision, trop peu insérées dans le marché du travail **formel**, trop souvent victimes de violence, constituent aujourd'hui l'un de ces espoirs pour la Méditerranée.

Les femmes, de victimes à citoyennes actives:

Les femmes ont toujours participé aux mouvements de libération et à l'exercice des libertés. Depuis les amazones aux mouvements régionaux où se

sont illustrées la Kahina, en Afrique du Nord ou Marie Durand dans les Cévennes, et sans doute beaucoup d'autres, les femmes ont été à la pointe des combats. Victimes des inégalités, elles sont celles qui portent avec le plus d'arguments les éléments du progrès : social, culturel, économique, environnemental... politique. En s'organisant, pour défendre leurs droits car les acquis sont remis en cause dans tous les pays. Les crises économiques en Espagne, en Grèce, en Italie et en France remettent en cause les droits et ce sont les femmes qui sont les premières visées (emploi, logement, ...). Et de l'autre côté il faut que les femmes prennent toute leur place dans le processus démocratique.

Rôle économique :

Une plus grande participation des femmes à la vie économique et sociale est nécessaire : elle est synonyme de croissance inclusive et de développement durable. Cette véritable plus-value générée par les femmes se vérifie avec un chiffre simple: une contribution égale des femmes et des hommes à la vie économique pourrait augmenter le PIB de la région de plus 25%. Grâce à leur capacité à enrichir le tissu économique de leur pays, elles jouent, en outre, un rôle de médiation et entretiennent la cohésion dans les familles et les communautés. Leur implication dans le tissu économique peut donc freiner les flux migratoires.

Autre atout à soutenir: les projets de femmes. Il est important de soutenir financièrement ces projets, souvent collectifs (artisanat, coopératives...). Ces projets de terrain développent l'autonomie financière des femmes, qui leur permettra d'accéder à l'autonomie économique. Il est en effet, primordial de faciliter cette évolution, notamment dans les pays du Sud, avec un plan d'égalité d'accès aux ressources (crédits, propriétés foncières, services, marchés, égalité successorale). Autre soutien à activer: la création des réseaux. Il y a déjà des femmes qui sont organisées dans ce sens (association, ONG, tontines...).

Pivot culturel :

Le poids des traditions, des coutumes et des attitudes stéréotypées enferment beaucoup de femmes dans des rôles préétablis desquels il est difficile de se dégager et la violence envers les femmes reste un fléau. Au delà des mariages forcés, pratique générale au sud (plutôt : dans certaines zones du pourtour méditerranéen), il faut noter, titre d'exemple, qu'en Egypte, près de 90 % des petites filles sont encore excisées...

L'exigence d'égalité entre les hommes et les femmes constitue un facteur de croissance dans une région qui aspire à la stabilité et à la prospérité. Elle est aussi vecteur de démocratie et de paix dans tous les domaines ; à ce titre,

elles doivent, dans les instances, être intégrées et considérées comme des actrices essentielles contre l'extrémisme et la radicalisation : actrices de la prévention et de la résolution des conflits, comme l'affirme la résolution 1325 de l'ONU. Un rapport récent d'ONU-Femme démontre cet apport positif des femmes. Leur présence dans les négociations favorise la durabilité des accords de paix. Il est donc essentiel qu'elles soient considérées comme des moteurs de paix et de stabilité. Ce cadre unique pour faire progresser les trois priorités de la région – la stabilité, l'intégration régionale et le développement humain inclusif - doit faire sortir les femmes de la sphère privée pour devenir actrices publiques du destin de leur pays.

Investissement démocratique :

Pour que les femmes puissent participer activement aux décisions et à l'animation économique et sociale, il est impératif qu'**une législation égalitaire** existe dans les pays, les mentalités rétrogrades constituant de véritables freins à la pleine jouissance de leur citoyenneté par les femmes. Ainsi, les femmes passeront du rôle de «variable d'ajustement» à celui de «**pierre angulaire**» de systèmes nouveaux!

Il est impératif, dans ces conditions, que, dans les partenariats négociés dans l'espace euro-méditerranéen, **ces** éléments soient négociés. La réalisation des objectifs du partenariat euro-méditerranéen ne peut se concevoir sans la participation pleine et entière des femmes. La conception et la réalisation des programmes doivent être ouvertes à la contribution de la société civile et des associations de femmes. Elles sont parties intégrantes d'une société civile confrontée à de nombreuses contraintes administratives et politiques, mais elles ont pu, malgré les divergences qui les traversent, résister pour continuer dans l'adversité et dans la solidarité. Leur mouvement s'inscrit comme un des éléments du paysage politique dans les pays de la Méditerranée du Sud, car elles se sont, grâce à leur combat et leur engagement, imposées en tant que forces de propositions et d'action. Dans une approche fondée sur le Développement Durable, où sont combinés l'économie, le social, l'environnement et une gouvernance adaptée, elles doivent avoir toute leur place dans la gestion de leurs pays et de leur société.

Dans l'ensemble de l'Europe et en Méditerranée, les femmes continuent ainsi à se mobiliser pour leurs droits, à élaborer des stratégies, à mener des combats. Qu'elles soient étudiantes, bloggeuses, enseignantes, avocates, artistes, journalistes, ou simples salariées, elles émergent en tant que promotrices de ponts de dignité, de dialogue et de diversité. Elles créent des passerelles d'égalité et de parité. « **Elles souffrent, elles résistent, elles gagnent** » comme l'affirme la Marche mondiale des Femmes en 2015.

Des femmes en (autour de la) Méditerranée : du sens à notre engagement !

Les femmes en Méditerranée sont nos mères, nos Soeurs, nos Filles et elles sont le visage de l'Humanité en mouvement. Transformer la Méditerranée en un espace de progrès quand cette mer est devenue un cimetière pour les peuples du sud, c'est notre but.

Nous Francs-Maçons du DROIT HUMAIN, à qui nos fondateurs ont légué les gènes de la mixité et pour qui l'égalité est la cheville ouvrière de notre engagement citoyen, l'engagement auprès des femmes de la Méditerranée, a toujours été un engagement majeur : aux côtés des algériennes, des tunisiennes et des égyptiennes, des syriennes, pour leur liberté et leur dignité, aux côtés des espagnoles contre les reculs programmés de leurs droits, aux côtés des ONG pour le soutien des réfugiés, aux côtés des femmes pour le soutien de leurs projets d'émancipation...

Parce que nous sommes des hommes et des femmes désireux de faire en sorte que cesse toute forme de discrimination et qui souhaitons que tous les êtres jouissent des droits à égalité, quel que soit leur sexe, nous souhaitons, en tant que **citoyens européens** :

- que, dans les partenariats, signés sur la zone euro-méditerranéenne, toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements, les partenaires sociaux et la société civile, mettent en place des réseaux et les mécanismes nécessaires **-dont le financement et la formation-**, pour garantir dans cette région, le potentiel grandissant des travailleuses et des femmes chefs d'entreprise, qui sont indispensables à la croissance économique aux niveaux local, national et mondial,
- que, dans le cadre du dialogue politique et stratégique avec les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, soient posées la question de la discrimination à l'égard des droits des travailleuses sur le marché du travail et la participation des femmes aux syndicats, aux associations patronales et à d'autres organisations.
- que les gouvernements, les institutions, les partenaires sociaux, la société civile et les ONG agissent collectivement pour interdire, **dans la loi**, la violence à l'égard des femmes et des enfants, les mariages forcés et que soit mise en œuvre la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul).
- que soit exigée l'interdiction immédiate des crimes d'honneur et des mutilations génitales féminines par la mise en œuvre de sanctions effectives à l'encontre des auteurs, ainsi que de campagnes efficaces visant à changer les comportements au sein des sociétés.

- que, dans le cadre de la réforme de la politique européenne de **voisinage** (PEV), sur les droits des femmes dans cette région:

- les droits fondamentaux des êtres Humains, soient rappelés, conformément aux valeurs d'émancipation qui sont celles de l'Europe et de notre engagement maçonnique ;
- de soutenir en priorité les pays qui déploient les efforts pour mettre en œuvre des politiques en faveur de l'égalité de fait entre les hommes et les femmes;
- de garantir aux femmes immigrées, à chaque étape du processus de migration, des droits individuels, et non pas des droits découlant des liens familiaux;
- d'évaluer la proportion de femmes parmi les titulaires d'une carte bleue européenne et parmi les bénéficiaires de la directive relative aux travailleurs saisonniers;
- d'aborder les questions de mise à niveau des compétences, de qualification, services de conseil multilingues, fourniture d'informations sur les droits et de conseils sur l'accès à la formation professionnelle, accès à des emplois de qualité et d'infrastructures d'accueil des enfants.

En optimisant l'utilisation des ressources financières et techniques allouées à l'élaboration et au financement d'initiatives de formation destinées aux femmes, il s'agit de renforcer les capacités en faveur de la démocratie participative et de toute autre mesure visant à aider les femmes à devenir plus indépendantes, à s'intégrer pleinement à la société et à choisir leur destin. Femmes de paix, êtres de vie, les femmes de la Méditerranée, portent, comme nous, une culture de paix et de vie. Ainsi, la différence n'est pas séparation, mais enrichissement mutuel qui rassemble et fait cohabiter. Il s'agit de rendre – ou de donner – aux femmes un rôle dans la culture et la vie de la cité. LEUR rôle.